

Associations, accréditation, autorégulation: les règles du marché de l'enseignement supérieur américain

http://www.bulletins-electroniques.com/rapports/smm06_029.htm

Le système d'enseignement supérieur américain a un fonctionnement tout à fait singulier, surtout par rapport à celui de la France. Organisé de façon totalement décentralisée, il reflète l'essentiel des valeurs fondant la culture américaine : la diversité, l'autonomie, la compétitivité, et le rejet de toute autorité publique. Les acteurs suivants en constituent principalement le paysage :



Un système décentralisé...

Le système d'enseignement supérieur américain se compose d'établissements de statuts différents (public, privé, à but lucratif ou non), généralement catégorisés en fonction de la durée des formations offertes («2-year», «4-year», ou «University» couvrant toute la gamme des formations jusqu'à la recherche).

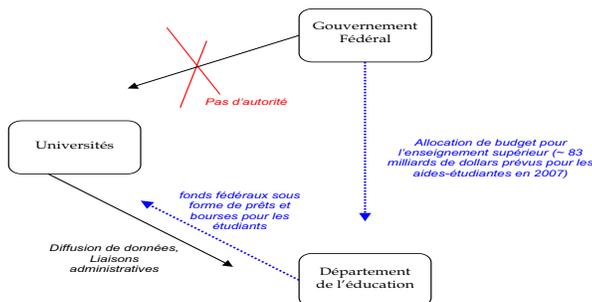
L'éducation ne relevant normalement pas des responsabilités fédérales, il n'existe aucune grille « standard » définissant et homologuant une liste de diplômes nationaux. Si les Certificate, Bachelor, Master's degrees et autres noms sont couramment distribués par les établissements, ils ne correspondent à aucune référence législative.

...sans direction nationale du ministère fédéral de l'éducation,

L'actuel Département de l'Education (*US Department of Education* ou *USDE*) a été mis en place en 1980 avec un rôle clairement délimité par le Congrès : **aucun pouvoir d'intervention**, que ce soit au niveau de la gestion administrative, sur le plan du recrutement des enseignants, ou concernant les programmes proposés aux étudiants.

Ses deux principales missions sont :

- d'assurer un accès égal à l'éducation (en finançant de multiples bourses et programmes d'aides pour étudiants défavorisés, etc.)
- et de promouvoir un enseignement de qualité dans toute la nation (en diffusant de l'information, homologuant des agences d'accréditation, etc.).



Circuit de distribution des bourses et prêts fédéraux

...où chaque Etat a une responsabilité éducative qui lui est propre,

Alors que les universités de Californie et du Michigan bénéficient d'une autonomie constitutionnelle, dans d'autres Etats, les membres du conseil de direction sont directement nommés par le gouverneur et supervisent l'ensemble de l'institution.

Mais privés ou publics, l'autonomie et la souplesse restent caractéristiques des établissements américains, ce qui leur permettent de gérer l'ensemble de leurs structures assez librement (définition des programmes, diplômes, etc.). Les Etats soutiennent d'ailleurs de moins en moins l'enseignement supérieur, la répartition de leurs fonds se faisant à l'avantage des enseignements élémentaire/secondaire, de la santé et du secteur carcéral. Lorsqu'ils interviennent, ils ont même tendance à privilégier les établissements privés, l'investissement à consentir étant moindre par rapport au secteur public.



Relations entre les établissements d'enseignement supérieur et les gouvernements locaux

...avec un gouvernement fédéral très présent en matière de bourses et prêts étudiants, et de recherche universitaire.

Malgré le caractère libéral du système, le gouvernement fédéral ne cesse d'augmenter les fonds attribués à la recherche universitaire et aux différents programmes de soutien pour étudiants. Sollicités indifféremment par les établissements privés et publics, il est aujourd'hui la plus importante source de financement dans ces deux domaines.

Pour 2007, les fonds fédéraux prévus sont estimés à 83 milliards de dollars pour les aides-étudiantes (bourses et prêts), à 28 milliards pour la recherche universitaire, et 10 milliards sont prévus pour supporter le coût des avantages fiscaux dont devraient bénéficier les familles des étudiants. Au total, le gouvernement fédéral devrait dépenser autour de 121 milliards de dollars dans l'enseignement supérieur en 2007. Il en découle une dépendance fédérale grandissante, bien qu'à l'encontre de l'état d'esprit dominant.

Selon, l'American Council on Education, référence dans le domaine, fonds fédéraux et étatiques confondus, environ 350 milliards de dollars sont dépensés annuellement pour l'enseignement supérieur américain.

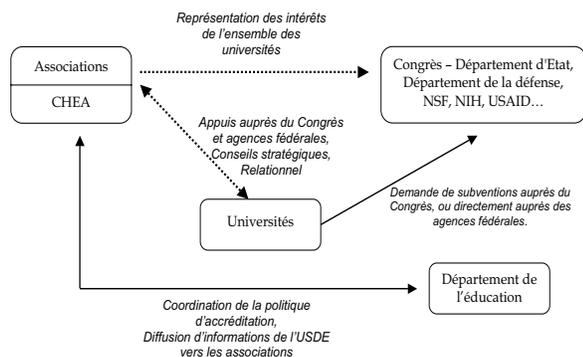
Associations et agences d'accréditation : des structures incontournables dans le paysage de l'enseignement supérieur américain

- Les associations

Entendues par les représentants des gouvernements fédéraux et des Etats de l'Union, elles représentent les intérêts des universités et collèges. Ces derniers espèrent avoir plus de poids en s'exprimant d'une seule voix sur des thèmes communs.

L'enseignement supérieur constituant un système décentralisé, non structuré, avec un minimum de réglementation, l'adhésion à ces multiples associations est également idéal pour échanger, débattre, entretenir un réseau relationnel, et se créer des opportunités professionnelles.

Parmi les plus importantes: l'*American Council of Education (ACE)* dont sont membre environ 2 000 établissements représentant 80% des étudiants; et le *Council for Higher Education Accreditation (CHEA)* qui coordonne l'activité d'accréditation entre les universités et collèges, les agences privées d'accréditation, et l'USDE.



Le rôle conséquent des associations

- Les agences d'accréditation

Depuis 1952, organisations privées sans but lucratif, leur rôle est de garantir la qualité ainsi que l'amélioration des formations proposées par les établissements. Ces derniers y font appel de façon volontaire. Retenons :

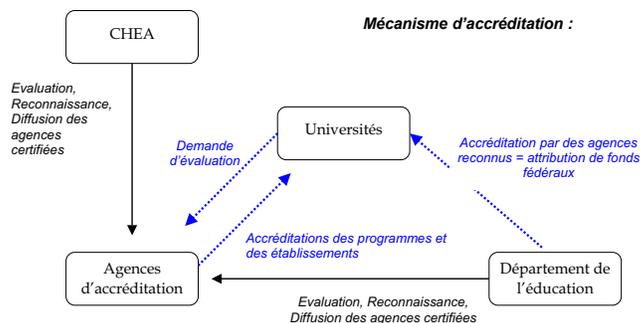
- **les agences d'accréditation régionales** (qui se partagent le territoire en 6 zones géographiques): mesurant la qualité d'un établissement dans son ensemble, elles se focalisent sur les structures qui sanctionnent leurs formations d'un diplôme.
- **les agences d'accréditation nationales** : elles examinent la totalité des formations proposées par les établissements à but lucratif n'offrant pas de diplôme en fin de formation.
- **les agences d'accréditation spécialisées** : celles-ci s'attachent à l'évaluation des programmes d'enseignement dans un champ spécifique (médecine, droit...)

Ces agences privées peuvent elles-mêmes subir un examen de reconnaissance auprès de l'USDE, ou du CHEA. Ces derniers vérifient alors que les agences s'attachent à des standards correspondant à leurs objectifs :

- 1) **L'USDE** expertise les agences pour 5 ans selon des critères surtout orientés sur le mode de gestion des établissements. Bien que l'accréditation soit une démarche volontaire de la part des universités, **seules celles dont les programmes sont accrédités par des agences elles-mêmes reconnues par l'USDE peuvent prétendre à recevoir des subventions et des fonds fédéraux d'aides aux étudiants.**
- 2) **Le CHEA**, qui ambitionne également d'assurer aux étudiants des formations de bonne qualité, a des exigences encourageant particulièrement l'excellence des formations, validées alors pour 10 ans.

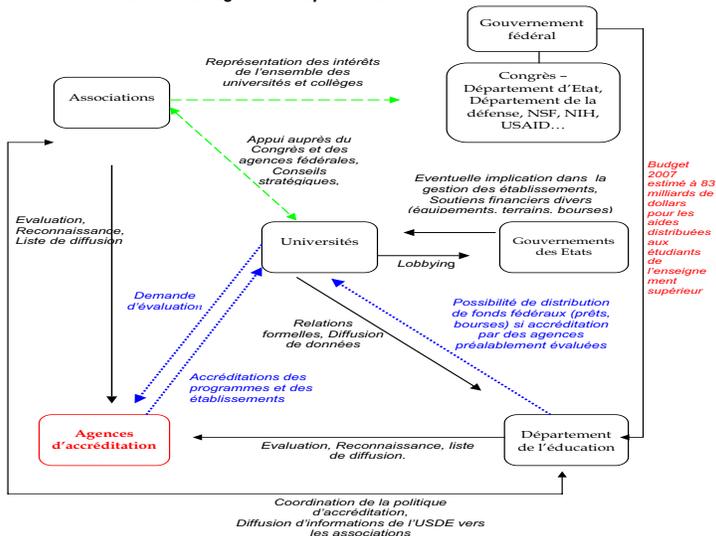
Sur une soixantaine d'agences, environ 40 sont reconnues par les deux organismes. Si les formes de procédures varient, les processus de certification se fondent sur des critères similaires : auto-évaluation, examen par les pairs, puis jugement fondé sur

des standards d'évaluation.



L'accréditation soude l'ensemble du système universitaire. Elle repose sur une coordination de tous les acteurs et renforce deux valeurs-clefs : l'autonomie des établissements, et l'indépendance académique des enseignants-chercheurs. Pour se développer et perdurer, les universités doivent être très réactives : à l'écoute des besoins du marché, elles proposent les programmes les plus innovants, et d'une qualité toujours meilleure. Le système les pousse ainsi à l'excellence, éliminant naturellement les établissements non compétitifs.

Circuit du marché de l'enseignement supérieur américain:



Deux grands problèmes

- Les « diploma Mills »

L'une des conséquences de ce système non organisé est le développement inéluctable d'organismes frauduleux, telle une série d'institutions d'enseignement supérieur offrant à prix fort un diplôme en contre partie d'une formation de bas niveau, ou bien même sans aucune heure d'enseignement. Un demi milliard de dollars par an serait dépensé dans l'achat de ces faux diplômes.

- Les transferts de crédits

N'ayant pas connaissance du réel contenu des programmes des autres universités, il peut être délicat pour un établissement de valider les crédits d'un étudiant déjà diplômé. Ce problème de transfert de crédits occupe aujourd'hui nombres d'associations. A ce jour, chaque université a sa propre politique.

Pour en savoir plus, vous pouvez contacter :

Marie Parsy: universites.vi@ambafrance-us.org

Michel Israël: conseiller.sciences@ambafrance-us.org

<http://www.france-science.org>

